



DÉCLARATION FNEC-FP-FO CAEN DU 6 NOVEMBRE 2018 Académie de Bordeaux

Monsieur Le Recteur,
Monsieur Le Vice-Président du Conseil Régional,
Mesdames & Messieurs les membres du Conseil Académique de
l'Education Nationale,

Alors que l'émotion est encore vive dans le pays après avoir vu la vidéo d'une collègue de la SEP du Lycée Edouard Branly de Créteil tenue en joue par un élève, ce sont tous les professeurs qui se sont imaginés à la place de notre collègue. Tous les syndicats de notre Fédération Nationale de l'Education, de la Culture et de la Formation Professionnelle, Force Ouvrière (FNEC-FP-FO), lui témoignent de leur solidarité totale, sans aucune ambiguïté ni restriction. Nous apportons tout notre soutien à tous les personnels de cet établissement.

Nous ne nous étendrons pas ici sur les commentaires hallucinants de certains concernant notamment « l'arme factice ». Il y aura toujours ceux qui tenteront de minimiser les faits et/ou de tenter de faire passer les victimes pour des coupables.

Dans l'académie de Bordeaux, FO dénonce depuis de longues années les violences scolaires auxquelles nous devons faire face chaque jour. Monsieur Le Vice Président, vous qui nous avez parfois fait le reproche, lorsque vous étiez notre Recteur, de parler trop souvent de la souffrance au travail des enseignants, notamment des PLP, vous savez que depuis les élections professionnelles de 2011, date à laquelle FO est entrée dans toutes les instances académiques et dans quasiment toutes les instances départementales, nous militons pour que l'Administration prenne pleinement conscience de la situation dans laquelle ses agents se trouvent. Oui, FO ne se contente pas des discours et lutte autant que possible contre le « ne pas faire de vagues ». Nous luttons sur le terrain, dans les établissements, mais aussi dans toutes les instances et notamment dans les CHSCT.

Les politiques successives n'ont eu de cesse de dégrader nos conditions de travail, de nous retirer des moyens, de nous isoler, de faire en sorte que notre parole n'ait plus le poids ni l'autorité nécessaires à nos fonctions, et qui plus est dernièrement avec un cynisme insultant dans les intitulés qui nous parlent de confiance, de liberté, de nouveau contrat social.

FO accuse les gouvernements successifs depuis au moins 30 ans d'avoir laissé faire, sciemment, pour organiser le démantèlement et le découpage de l'Ecole de la République.

FO les accuse de vouloir vendre au plus offrant l'outil de travail des PLP et faire des LP des agences locales pour l'emploi à la disposition des entreprises.

FO les accuse de refuser la protection que l'Etat doit à ses agents et que le statut envisage a priori et pas seulement une fois le mal fait.

FO les accuse d'avoir privé les enseignants de leur autorité au nom de positions électoralistes hypocrites et afin de faciliter un système de gestion des personnels injuste et dégradant.

FO les accuse enfin de ne jamais tenir parole. Oui, sans remonter très loin dans le temps, souvenons-nous en janvier 2015, après les évènements très douloureux que nous avons connus, Madame La Ministre Vallaud-Belkacem avait promis, déjà, que le « ne pas faire de vagues » allait être remplacé par le « ne plus rien laisser passer »... Souvenons-nous de la promesse post Galliéni de notre Ministre actuel, celle du « plus un acte d'incivilité impuni »... Aujourd'hui, Le Ministre de l'EN prétend, « mètre carré par mètre carré, reconquérir la République »... Oui, aujourd'hui, au moment même où celui-ci annonce la suppression de 2650 postes d'enseignants dans les établissements du second degré, ainsi qu'une loi « pour l'école de la confiance » afin de permettre au gouvernement de territorialiser et déréglementer le fonctionnement de l'Ecole à coup d'ordonnances. Qui peut le croire ? FO s'interroge : qui est responsable du chaos dans les établissements ? Les personnels enseignants, les AED, les CPE et les chefs d'établissement ne sont pas responsables de l'incurie qui prévaut depuis tant d'années.

Monsieur Le Recteur, vous nous avez affirmé ici, il y a quelques mois, que l'Ecole ne pouvait pas tout. Quand les services sociaux des collectivités territoriales, les services de police et de justice ne parviennent pas à remettre sur rails des jeunes, évidemment, l'Ecole, qui ne peut pas être épargnée par l'expression de leur violence, est forcément mise en difficulté. Mais Monsieur Le Recteur, l'Ecole se doit de réagir et même d'agir ! Feindre de ne pas voir, minimiser les faits, parler « d'épiphénomènes » ou « d'incidents isolés » alors que nous constatons dans nos classes combien la société est fracturée de toutes parts, est irresponsable. Nous devons agir. Nous pouvons agir.

Monsieur Le Recteur, prenons un exemple concret dans l'académie : Villeneuve/Lot. Pendant plus d'un an et demi, FO s'est battue afin que les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves redeviennent « normales ». Vous nous avez notamment reçu en audience. Vous avez fini par agir. Aujourd'hui, plus de deux mois après la rentrée, le nouveau chef d'établissement a déjà réussi à rétablir un climat scolaire serein. Oh bien sûr, tout n'est pas parfait, mais les équipes se sentent à nouveau respectées. Nombreux sont les collègues qui ont remercié nos militants de ne pas les avoir laissé tomber. Nous devons donc aussi vous remercier Monsieur Le Recteur d'avoir

enfin agi ! Mais que ce fut long ! Heureusement, la « bonne » décision a été prise avant que le pire ne se produise dans cet établissement.

Monsieur Le Recteur, lorsque des personnels appellent au secours notamment au travers de fiches SST, il ne faut pas minimiser, il faut que les instances, comme par exemple le CHSCTA, remplissent leur mission en répondant aux personnels.

Monsieur Le Recteur, lorsque les représentants FO proposent un groupe de travail en CHSCTA afin de rétablir la parole des enseignants au centre du dispositif, il ne faut pas les prendre pour des inconscients, il faut les prendre au sérieux et agir !

Monsieur Le Recteur, quand nous vous demandons en audience, à vous ou aux DASEN, que le dialogue soit rétabli partout entre enseignants et chefs d'établissement, il faut que les paroles soient bien suivies d'actes.

Monsieur Le Recteur, il est urgent de reconnaître la parole du professeur et le respect qui lui est dû. Non, sa parole et son vécu n'ont absolument pas à être remis en cause, minimisés ou moqués.

Monsieur Le Recteur, combien d'établissements n'appliquent pas le règlement intérieur ? Combien d'établissements manquent de personnels spécifiques (CPE, assistantes sociales, AED, AESH etc.) pour prendre à bras-le-corps ces problématiques ?

Monsieur Le Recteur, La Ministre Vallaud-Belkacem a sorti les LP de l'éducation prioritaire alors que nous savons que les difficultés sont concentrées dans ces établissements. Le SNETAA-FO, notre syndicat de l'Enseignement Professionnel, tente de convaincre Le Ministre Blanquer de remettre ces établissements dans les réseaux d'éducation prioritaire afin que des moyens supplémentaires nécessaires leur soient attribués. Pouvez-vous intervenir dans ce sens auprès du Ministre ? A Bordeaux, le LP Trégy était classé en ZEP. Depuis plusieurs années, mais de manière encore plus forte aujourd'hui, les personnels de cet établissement vous appellent à l'aide tellement l'incivilité quotidienne est devenue insupportable. Monsieur Le Recteur, que pouvez-vous faire pour les personnels et les élèves du LP Trégy ?

TROP, C'EST TROP !

Pour FO, des mesures simples s'imposent pour que partout l'École de la République ne soit plus violée chaque jour dans une indifférence coupable en dehors des faits divers tragiques.

Chacun doit pouvoir être en sécurité à l'École : élèves, professeurs, personnels éducatifs et personnels de direction.

Tout le monde doit se mobiliser pour réapprendre à nos jeunes le respect de l'autre, la solidarité, le débat, la tolérance, la laïcité.

Monsieur Le Recteur, le 31 octobre dernier, tous les recteurs ont été réunis à Paris par le Ministre de l'EN. Les annonces faites à l'issue de la journée ne nous permettent pas d'espérer beaucoup d'améliorations. Cependant, dans l'académie, nous attendons de

vous des messages forts et des réponses concrètes à chaque fois que cela sera nécessaire.

Dans tous les cas, FO poursuivra ses actions pour aider tous les personnels, pour les accompagner, pour les soutenir et pour dénoncer toutes les situations inacceptables ! Monsieur Le Recteur, vous pouvez compter sur FO.

Concernant les réformes à venir, il y a beaucoup à dire. Oui, ce gouvernement s'attaque à tout. Il a décidé de faire table rase de l'ensemble des conquêtes sociales. En effet, il s'attaque aux services publics, aux statuts généraux & particuliers, aux conventions collectives, à la protection sociale collective, aux régimes de retraites particuliers, au Code des Pensions, au paritarisme, au baccalauréat, aux diplômes en général, aux lycées professionnels, à l'école publique et à l'université.

Prenons juste 2 projets de réforme :

Le projet de loi Blanquer « une école de la confiance », qui a été présenté dans la précipitation au dernier Conseil Supérieur de l'Éducation, a notamment pour objectif de permettre au gouvernement de légiférer par ordonnance afin de pousser à son terme l'application de la réforme territoriale du gouvernement précédent et ainsi imposer aux personnels une réforme dont ils ne veulent pas, comme cela a déjà été fait pour la réforme du code du travail. La constitution de 13 académies, avec la fusion des 28 existantes est bel et bien un pas décisif vers une régionalisation de l'Éducation nationale et la remise en cause des règles nationales. La volonté de donner une place déterminante à la région dans les décisions et orientations prises, la mise en place de projets régionaux et de directions pédagogiques régionales, comme c'est déjà le cas à Rouen et Caen en sont des illustrations. Les dispositions essentielles de ce projet de loi sont en totale cohérence avec la logique de pulvérisation des garanties nationales de la réforme territoriale. Ce projet de loi fait fausse route et il est dangereux pour l'École de la République.

Le projet de réforme de la voie professionnelle voulue par le Ministre, semble être une mise en musique des démantèlements prévus par la loi dite de « liberté pour son avenir professionnel » dont nous demandons toujours l'abrogation. Pour rappel, cette loi prévoit le développement de l'apprentissage à tout crin en concurrence des formations en lycées professionnels. Elle contraint l'éducation nationale à développer les parcours mixtes et la mixité des publics qui déstabiliseront les enseignements, les jeunes et les diplômes nationaux pour lesquels pourtant le Ministre a rappelé qu'il les maintenait. Le SNETAA-FO a pleinement joué son rôle de première organisation de l'Enseignement Pro en discutant avec le ministre afin que les nouvelles grilles horaires des CAP et des Bac Pro n'entraînent ni une dégradation des conditions de travail, ni une perte de DGH par rapport à l'existant, ni aucune suppression de postes. Le SNETAA-FO a obtenu des grilles annuelles plutôt que des grilles par cycles, la réintégration des heures de PSE,

d'arts appliqués et de sciences, la diminution des seuils à partir desquels le coefficient multiplicateur s'applique et l'augmentation du coefficient multiplicateur passant de 11,5 à 13,5.

Mais il reste de grandes inquiétudes :

- quels programmes et quels référentiels ?
- quelles cartes des formations et quelles articulations dans les académies ?
- quels nouveaux métiers et quels nouveaux diplômes ?
- quels moyens pour porter les innovations pédagogiques dont le Ministre se targue ?

Oui, nous avons réussi à éviter le pire, mais cette réforme annoncée n'est clairement pas celle de FO !

Monsieur Le Recteur, Monsieur Le Vice-Président, toutes les réformes Blanquer s'attaquent à l'Ecole et à ses personnels. Elles entraînent toutes, directement ou indirectement, des suppressions de postes. Si on ajoute à cela le gel de nos salaires et la réforme des retraites annoncée qui a pour objectif d'instaurer un régime universel par points et donc de supprimer le Code des pensions, ce qui va dégrader le montant des retraites et reculer l'âge de départ, alors nous ne pouvons pas rester sans réagir.

Face à cette offensive généralisée contre nos droits, nos salaires, nos postes et nos conditions de travail, la FNEC-FP-FO, avec la CGT Educ'action et SUD, appellent les personnels à se mettre en grève et à manifester le lundi 12 novembre.

« Résister, revendiquer, reconquérir. »

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour FO

**Gisèle Deligey, Béatrice Sarnac
André Hernandez, Patrick Mouras
Max Sanchez, Eric Mouchet.**